

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BORFLEX COMPOSITES ex DFC

Quai d'Amont - ZI de nogent BP n°6
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0510/24-YY/VM
Code AIOT : 0005101675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement BORFLEX COMPOSITES ex DFC implanté Quai d'Amont - ZI de nogent BP n°6 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORFLEX COMPOSITES ex DFC
- Quai d'Amont - ZI de nogent BP n°6 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités exercées par la société BORFLEX COMPOSITES sur son site de Villers-Saint-Paul

consistent à fabriquer des pièces composites à partir de résine renforcée de fibre de verre. Les pièces composites obtenues sont notamment destinées au marché de la construction, la défense, l'armement, l'énergie, le transport, etc.

Les installations exploitées sur le site de Villers-Saint-Paul sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juin 1982 et le récépissé de déclaration du 21 janvier 1988.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des installations	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article paragraphe 4.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rejet atmosphérique	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe a du 6.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rejet atmosphérique	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe c du 6.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Dechets	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe 7.2 de l'annexe I	Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risques chroniques, élimination des transformateurs contenant des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21	Sans objet
4	Rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article paragraphe 5.5 de l'annexe I	Sans objet
6	Rejet atmosphérique	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe b2 du 6.2 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des non-conformités portant sur :

- les moyens de lutte contre un incendie (1 RIA abîmé et absence de système de détection automatique de fumées avec report d'alarme) ;
- les rejets atmosphériques (conditions de rejet non-respectées, absence de contrôle du flux

et de la concentration de poussières rejetées) ;

- la gestion des déchets.

L'inspection a donc proposé au préfet de l'Oise de mettre en demeure la société BORFLEX COMPOSITES de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 se reportant aux constats mentionnés précédemment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classification des installations
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Pour information, les installations exploitées sur le site de la société BORFLEX sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juin 1982 et le récépissé de déclaration du 21 janvier 1988. Les installations soumises à autorisation sont : des dépôts de liquides inflammables (rubrique 253-B), 1 atelier d'emploi de peroxydes organiques (rubrique 342 bis c 2°) réglementés par l'arrêté préfectoral du 04 juin 1982. Celles relevant du régime de la déclaration sont : <ul style="list-style-type: none">• des procédés de chauffage employant des corps organiques combustibles (rubrique 120 II), des dépôts aériens de liquides inflammables (253-B), des installations de traitement ou d'emploi à froid pour tous usages de liquides inflammables (rubrique 261-B), des installations de mélange de traitement ou d'emploi à chaud (rubrique 261-C), l'emploi de matières plastiques ou résines synthétiques (rubrique 272-A-2°), l'emploi de matières plastiques ou résines synthétique (272-B), des installations de réfrigération ou compression (rubrique 361-B), 1 installation d'application à froid (405-B-1°-b), 1 installation de cuisson ou séchage (406-1°-a) réglementés par l'arrêté préfectoral du 04 juin 1982 ;• des dépôts aériens de gaz combustibles liquéfiés (rubrique 211.B-1°) réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 1988. Par courrier en date du 16 novembre 2017, l'exploitant a indiqué que les nouvelles rubriques applicables à ses activités. Par ailleurs, il a mentionné que seules 4 activités sont classées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relèvent du régime de la déclaration : <ul style="list-style-type: none">• 2661-1c : polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs

synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de températures ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc. ;

- 2662-2 polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 ;
- 4331-3 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 ;
- 4421-2 : Peroxydes organiques type C ou type D.

Demande de justificatif : À ce stade, l'inspection ne peut pas établir la conformité de la situation administrative des activités exercées sur le site de Villers-Saint-Paul.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition :

Il est demandé à l'exploitant de fournir un dossier de porter à connaissance portant sur l'évolution du site. Ce dossier doit établir la correspondance entre les anciennes rubriques et les nouvelles rubriques, ainsi que les quantités associées aux nouvelles rubriques ICPE.

Par ailleurs, en cas de modification du régime de classement, notamment à l'absence des installations relevant du régime de l'autorisation (nouvelles rubriques), l'exploitant précise la procédure qu'il souhaite faire appliquer à ses installations (soit l'autorisation, soit l'enregistrement, soit la déclaration).

L'exploitant transmet sous 2 mois les documents demandés.

En dernier lieu, l'exploitant procède à la cessation d'activité de tous les installations qui ne sont plus exploitées sur son site de Villers-Saint-Paul conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1, R. 512-75-1 et L. 512-6-1 du Code de l'environnement. En particulier, l'exploitant transmet à l'inspection l'attestation fournie par l'entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués. L'exploitant transmet sous 5 mois les documents demandés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Risques chroniques, élimination des transformateurs contenant des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21

Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des transformateurs contenant des PCB

Prescription contrôlée :

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :

- à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;

<p>- à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;</p> <p>- à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à l'élimination de 2 transformateurs contenant du PCB qui étaient présents sur son site de Creil :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appareil n°30886 (fabriqué en 1960) ; • appareil n°603931 (fabriqué en 1973). <p>L'exploitant a fourni à cet effet les certificats de destruction de ces appareils établis par la société SUEZ le 23 janvier 2018.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Commentaire : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la déclaration de ces 2 appareils sur le site de l'ADEME : https://inventairespcb.ademe.fr/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article paragraphe 4.2 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre, • d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,

- d'un système interne d'alerte incendie,- de robinets d'incendie armés,- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

2 poteaux incendie sont présents sur le site. Ces poteaux sont à moins de 200 mètres des installations de production, répertoriées sous la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Un des poteaux incendie est à 130 mètres de la cuve de résine.

L'inspection a constaté la présence d'extincteurs sur le site. L'exploitant a précisé que ces extincteurs sont au nombre de 152 et de types EPA (eau pulvérisée et additif), ABC et CO₂. En outre, l'exploitant mentionne que les agents d'extinction cités ci-dessus sont compatibles avec le risque incendie à combattre et compatibles avec les produits présents dans son établissement.

Le site est équipé de quatre RIA, un des quatre RIA est abîmé et ne peut pas être utilisé pour lutter efficacement contre un éventuel incendie.

Les installations de fabrication de pièces composites ne sont pas équipées de système de détection automatique de fumées avec report d'alarme.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir des éléments tels que des rapports de contrôle permettant d'apprécier le bon état des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que leur fréquence de contrôle (a minima annuelle).

Non-conformité (faits significatifs) : Le site ne dispose pas de système de détection automatique des fumées avec report d'alarme. Un des RIA présents sur le site est abîmé.

Demande de justificatif :absence des rapports de contrôles des moyens de lutte contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition :

- **Mise en demeure :** il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les

dispositions du paragraphe 4.2 en installant un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme, et de réparer le RIA abîmé sous un délai de 3 mois.

- **Demande de justificatif :** il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois le rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article paragraphe 5.5 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux),
- -température : < 30° C.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l,
- - DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 2 000 mg/l, - DBO₅ (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 800 mg/l.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- Matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,
- DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà,
- DBO₅ (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols (NFT 90-109) : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j,
- chrome hexavalent (NFT 90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j,
- cyanures (ISO 6703/2) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j,

- AOX (ISO 9562) : 5 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j,
- arsenic et composés (NFT 90-026) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j,
- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j
- métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

Les activités exercées sur le site de Villers-Saint-Paul ne génèrent pas d'eaux résiduelles.
L'eau est utilisée en circuit fermé dans le groupe froid pour refroidir les installations du site.

Aussi, aucune non-conformité n'a été observée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe a du 6.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières. Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm³ de poussières.

Constats :

Les effluents sont captés et traités (dispositif d'aspiration centralisé, et aspiration décentralisée).

Les concentrations comme les flux des effluents traités ne sont pas contrôlés.

Non-conformité (faits significatifs) : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses émissions de poussières respectent les valeurs limites d'émission imposées par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission du paramètre poussières sous 1 délai de 3 mois. À cet effet, il réalise des mesures de poussières permettant d'apprécier le respect des dispositions du paragraphe 6.2-a de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe b2 du 6.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : I. Cas général : Si le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m ³ . Cette valeur s'applique à chaque rejet canalisé. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de COV utilisée (solvants utilisés, COV réactifs). Des dérogations à la valeur limite d'émissions diffuses de COV mentionnée ci-dessus peuvent être accordées par le préfet, si l'exploitant démontre le caractère acceptable des risques pour la santé humaine ou l'environnement et qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.
Constats : Par courriel en date du 18 novembre 2024, l'exploitant a transmis un document relatif au calcul du flux horaire des émissions diffuses. Le flux horaire a été calculé suivant 2 hypothèses : 1 hypothèse majorante et 1 hypothèse réaliste. Les résultats de calcul sont précisés ci-après : <ul style="list-style-type: none">• hypothèse majorante : 1,09 éqC/h ;• hypothèse réaliste : 0,71 éqC/h. Quelle que soit l'hypothèse retenue, les différents flux calculés sont inférieurs au seuil du flux horaire fixé (2 kg/h). L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejet atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe c du 6.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de rejet
Prescription contrôlée : Le point de rejet des effluents atmosphériques doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
Constats :

<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la localisation du point ou des points de rejet des effluents traités.</p> <p>L'inspection n'a pas non plus pu identifier le point ou les points de rejet des effluents traités.</p> <p>Non-conformité (faits significatifs) : Les poussières traitées ne sont pas rejetées suivant les conditions fixées par le paragraphe c du 6.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions du paragraphe c du 6.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 sous 1 délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Paragraphe 7.2 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de divers déchets sur le site de Villers-Saint-Paul. Leur quantité est assez importante.</p> <p>L'inspection estime que la quantité de déchets observés sur ce site est largement supérieure à la quantité mensuelle de déchets produits ou un lot normal destiné à l'élimination dans une installation agréée à cet effet.</p> <p>Les déchets sont stockés à même le sol sans aucune rétention. Le sol n'est pas imperméabilisé.</p> <p>La présence d'une quantité importante de déchets avait déjà été observée en 2016 (dans le cadre d'une plainte).</p> <p>Non-conformité (faits significatifs) : la quantité de déchets stockée est très importante. Ces déchets ne sont pas stockés dans des conditions permettant de prévenir le risque de pollution du</p>

sol, des eaux souterraines et des eaux de surface (proximité de la rivière Oise)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions du paragraphe 7.2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000, en réduisant la quantité de ses déchets présents et en les stockant de manière à prévenir tout risque de pollution, sous 1 délai de 3 mois.</p> <p>Par ailleurs, des mesures conservatoires ont été prises à l'encontre de l'exploitant afin de prévenir tout risque d'incendie et de pollution ou de réduire leurs effets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois